



Compte Rendu CFDT de la rencontre avec JL BORLOO

le 18 juillet 2007

Le ministre d'Etat était secondé par C FREMONT (dircab), Ph LEDENVIC et A JOLY (dir cab adjoint), MC DAVEU (cab écologie), M WACHENHEIM (cab transports) et D MORTELECQ conseiller social. Etaient également présents les SG (P Gandil) et DGPA (H Jacquot Guimbal) de l'équipement et ceux de l'écologie, le délégué de la DIACT et Nathalie HOMOBOONO pour la DGE-DARQSI.

Pour la CFDT étaient présents Hubert LEBRETON, Evelyne POREE, Claude DROUGLAZET (FGTE équipement), D MOSIO et Freddy HERVOCHON (écologie), Damien LEROUX (fédé Finances), Christiane JOHO (centrale MINEFI), Albert AMBOISE (DRIRE) et Princila DE ROO (DIACT).

La réunion était cadrée sur le créneau 15-16 H et présentée comme une prise de contact par JL BORLOO dans son introduction (la mauvaise qualité de la sono rendait certains de ses propos inaudibles) a insisté sur la volonté unanime de tous les partis politiques de ce grand ministère (en référence au pacte de Nicolas Hulot signé par tous). Il pense que c'est une chance de la faire maintenant. Un ministère qui doit répondre aux messages des français et à leurs attentes exprimées dans les urnes. Il indique que nous serons un ministère opérationnel qui prendra enfin les aspects écologie, développement et aménagement durables dans chacune de ses décisions.

Cette réunion avait initialement été initiée par A JUPPE qui avait demandé à son conseiller social de rencontrer les organisations syndicales pour recueillir leurs questions. Malgré les trois semaines supplémentaires accordées au ministre pour préparer ses réponses nous n'en avons pas eu beaucoup.

L'intervention liminaire CFDT (en PJ) a reçu un accueil favorable du ministre mais les éléments de réponses sont limités :

- il a conscience que la construction du MEDAD ne doit pas effacer les identités auxquelles sont attachés les agents, un projet de logo fédérateur sera soumis à un vote du personnel.
- sur les suppressions d'emplois budgétaires le contrat de performance signé par l'équipement (- 3100 emplois sur 3 ans sera respecté) mais BORLOO pense obtenir l'exonération des suppressions d'emploi pour la partie environnement (qui ne concerne que 3700 agents contre 91 000 à l'équipement). A la réaction CFDT qui met en avant les désorganisations du service public liées à une application du non remplacement des départs en retraite et des réorganisations sans redéployer les effectifs nécessaires JL BORLOO répond par l'évocation de la bataille climatique, la bataille de l'université, celle de l'économie réduisant sa consommation de déchets (sic !) pour éluder le sujet.

- Sur la problématique des nouvelles Direction Interdépartementale des Routes (DIR) et de leur mouvement de grève, du 21 juin 07, évoqués par la CFDT, alors que notre intervention dénonçait la faiblesse des effectifs, des conditions de travail pénibles, C FREMONT a indiqué dans une réponse péremptoire : « les DIR ne marchent pas » et qu'une mission d'assistance a été confiée au cabinet IRDH.
- sur la méthodologie et le calendrier : le conseiller social organisera des groupes de travail avec les OS dès la semaine prochaine.
- Ph LEDENVIC constituera une équipe chargée d'élaborer un état des lieux des différentes missions du MEDAD et des moyens qui y sont consacrés pour qu'à la fin de l'année « on sache où on va et comment on y va ».
- En parallèle dans le cadre de la révision des politiques publiques annoncée par le Premier ministre un audit extérieur au ministère « fera le bilan de ce qui est fait, ce qui n'est pas fait et ce qu'il faudrait faire »
- Sur les sujets de la gestion des ressources humaines et de la GPEEC le ministre insiste sur son attachement et prévoit un plan d'action ministériel. Ch FREMONT évoque une GPEEC personnalisée et JL BORLOO souhaite faire du MEDAD « un espace dérogatoire du droit commun » sans préciser ce que recouvrent ces notions générales avec la volonté de quelque chose de plus dynamique, plus réactif ??? La formation, bien entendu, est un sujet sensible et particulièrement important.
- Sur les salaires : il entend que sur son champ ministériel qu'il puisse avancer et tenter de répondre à nos demandes d'harmonisation (sans nous dire comment et sans mesurer, sans doute, les situations concrètes et le champ des possibles). Quant aux traitements indiciaires et à la valeur du point, même s'il a entendu nos remarques, sur les rapports au SMIC et l'absence d'accords dans les FP depuis 1998, il s'inscrit dans les choix du gouvernement et nous renvoie à la fonction publique.
- Sur une dernière intervention relative au projet « OPERA » (organisme parisien d'en route et d'approche) de la direction générale de l'aviation civile pour l'organisation du contrôle aérien en région parisienne le directeur de cabinet du secrétaire d'Etat aux transports se dit prêt à recevoir la CFDT pour donner les réponses et s'expliquer.

Un rendez vous nous sera donc précisé rapidement pour un premier groupe de travail consacré à la méthode de concertation.